

Saint Amand les Eaux
Le 26 juin 2013

DREAL
Monsieur le Directeur
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE Cedex

Alpilles
Ardennes
Armorique
Avesnois
Ballons des Vosges
Boucles de la Seine Normande
Brenne
Brière
Camargue
Caps et Marais d'Opale
Causses du Quercy
Chartreuse
Corse
Forêt d'Orient
Gâtinais Français
Grands Causses
Guyanne Française
Haut-Jura
Haut-Languedoc
Haute-Vallée de Chevreuse
Landes de Gascogne
Livradois-Forez
Loire-Anjou-Touraine
Lorraine
Luberon
Marais du Cotentin et du Bessin
Martinique
Massif des Bauges
Millevaches en Limousin
Montagne de Reims
Monts d'Ardèche
Morvan
Narbonnaise en Méditerranée
Normandie-Maine
Oise - Pays de France
Perche
Périgord-Limousin
Pilat
Préalpes d'Azur
Pyrénées Ariégeoises
Pyrénées Catalanes
Queyras
Scarpe-Escout
Vercors
Verdon
Vexin français
Volcans d'Auvergne
Vosges du Nord

N/Réf : EC.IM.LS (O:\Administration\ADM LS\LS\IM\2013\DREAL SRCE 260613.docx)

Dossier suivi par Isabelle Matykowski

Objet : Avis SRCE

P.J. : Remarques

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la consultation sur le Schéma régional de cohérence écologique, et en continuité des concertations préalables organisées lors de l'élaboration du schéma, veuillez trouver ci-joint les remarques du Parc naturel régional Scarpe-Escout.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sincères salutations.

Le Président,



Erick CHARTON.

Copie à :

- Jean-Michel MALE, responsable du Service Milieux et Ressources naturelles de la DREAL
- Jean-Marc VALET, directeur du CRP/CBNB

Syndicat Mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escout

Maison du Parc naturel régional

357, rue Notre-Dame-d'Amour - Drève des Bruyères - 59230 Saint-Amand-les-Eaux

Téléphone : 03 27 19 19 70 - Télécopie : 03 27 19 19 71

Site Internet : www.pnr-scarpe-escaut.fr

Remarques du Parc naturel régional Scarpe-Escout sur le projet de Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

D'une manière générale, les contextes régionaux et infrarégionaux sont bien appréhendés et la hiérarchisation des enjeux satisfaisante. Le territoire du Parc naturel régional Scarpe-Escout est particulièrement concerné par les zones humides, classées en priorité 2.

Toutefois, la lecture du rapport de SRCE amène aux remarques et questionnements suivants :

- Quelles sont les implications concrètes pour les espaces désignés en réservoir de biodiversité, au-delà du statut qui leur est propre (au titre des APPB, RBI par exemple...)? Il est souhaitable que le SRCE soit explicite sur ce point.
- La question de la multiplication des peupleraies/des monocultures et de leur diversification : les peupleraies constituent des milieux de faible intérêt biologique mais très courants sur notre territoire. Le SRCE pourrait intégrer cette question comme une opportunité à saisir dans la trame écologique et non comme une fatalité à subir en instaurant par exemple des actions de diversification écologique des boisements.

Cette question est d'actualité avec l'arrivée des paysages « énergétiques » (plantations pour production d'énergie/biomasse. Le lien avec le Schéma régional Climat- Air-énergie est souhaitable.

- Dans une région fortement anthropisée, la question des opportunités, laissées par les espaces issus de la désindustrialisation ou du développement des infrastructures (friches, délaissés...) pour lesquels le foncier disponible est important, n'est pas suffisamment développée.

Plus précisément

- P.45 : la description du Parc naturel régional Scarpe-Escout n'est pas correcte, 55 communes et non 48 sont classées dans le périmètre de la charte 2010-2022. La superficie est de 48 500 ha pour 190 000 habitants.

Sur la thématique du Patrimoine naturel

- L'action foncière mise en œuvre par le Syndicat mixte de gestion du Parc naturel régional Scarpe-Escout sur la protection de cœurs de biodiversité (propriétaire de 194 ha, et gestionnaire de 216 ha complémentaires) n'est pas citée ni même reprise comme outil de mise en œuvre (p.41-42, ...) alors qu'elle l'est pour d'autres structures.
- Sur les cartographies, la typologie « autres milieux » pour qualifier certains réservoirs de biodiversité mérite une explication. S'agit-il d'un mélange d'espaces de lisières, de prairies et éléments du bocage ?

- La cartographie de la sous-trame « landes et pelouses acidiphiles » ne reprend pas les espaces situés en forêt domaniale de Raismes-Saint-Amand-Wallers, alors qu'ils sont cités dans les approches descriptives.
- P.302 : il est proposé de créer un continuum boisé entre la forêt de Marchiennes et le bois de Phalempin.

Le boisement de terres agricoles sera, dans ce cas, contraire aux objectifs de la charte que l'Etat et le conseil Régional Nord Pas de Calais ont par ailleurs approuvée. Le tracé du continuum diffère avec le plan de Parc. Il serait utile d'ajouter un paragraphe précisant l'intérêt d'avoir des continuités forestières « agricoles » de type bocage ou alignements d'arbres plutôt qu'un boisement systématique.

Sur la thématique de l'Eau

- L'articulation entre le SRCE et le SDAGE est à éclaircir : pour le moment, les SDAGE/SAGE n'ont qu'une entrée directe faune/flore / trame bleue qui s'appuie sur la continuité piscicole. En effet, la thématique espèce invasive est très peu évoquée ; la gestion des ZH est évoquée avant tout dans des logiques de prévention des inondations/gestion des pollutions ; la gestion des ripisylves n'est pas nécessairement orientée biodiversité... Il est envisageable d'intégrer d'autres dimensions ou de nouveaux critères ou angles d'approche. Cela a-t-il déjà été débattu nationalement, régionalement et avec qui ? L'ajout de ces autres dimensions relève-t-il du volontariat des structures porteuses de SAGE ou pas ? P.60, le SRCE semble attendre beaucoup des SDAGE/SAGE sur ces points alors qu'à ce jour, ils n'ont pas spécialement de clef d'entrée biodiversité. Des éléments plus précis sont attendus en réponse à ces questionnements.
- P.117 : trois types de réseaux hydrographiques sont décrits : réseaux denses de petits cours d'eau naturels vifs en Avesnois et Boulonnais et réseaux denses de canaux et fossés artificiels sur sols argileux et faiblement pentus du bas Pays et polders. Au regard par ailleurs des priorités d'actions décrites p.264, il serait intéressant de distinguer dans le document ce qui se fait déjà et se fera sans l'existence du SRCE puisque inscrit dans les SAGE, et donc identifier la plus-value du SRCE.
- P.76 : sur quels critères ont été choisies les 3 espèces animales et 3 espèces végétales invasives prioritaires ? L'identification de ces 6 espèces est-elle un critère de priorité pour les actions à venir ?
- P.211 « objectifs pour les zones humides et plans d'eau » : la question du creusement des étangs de loisirs privés est à renforcer vu les risques de mitage de la plaine encourus, d'artificialisation et de cloisonnement des paysages, des conséquences hydrologiques et sur la qualité des eaux.

Sur la thématique du Paysage

Pour mémoire, un « éco-paysage » du SRCE correspond plus ou moins à une entité paysagère régionale enrichie et précisée dans ses dimensions biodiversité, occupation du sol et fragmentation/perméabilité écologique. Cette notion permet de spatialiser des secteurs bien particuliers, croisant des enjeux paysagers et de biodiversité spécifiques.

La structuration du SRCE est, en ce sens, originale, avec sa double approche par milieux et par éco-paysages. Toutefois, le volet paysager de cette approche devrait être complété pour une exploitation opérationnelle dans le cadre du SRCE. Celui-ci devrait plus exploiter les notions de fermeture/ouverture du paysage, de vues et panoramas remarquables, de structures paysagères spécifiques à chaque éco-paysage afin de proposer des orientations compatibles avec les caractéristiques locales des paysages.

Le volet éolien du schéma régional climat-air-énergie apporte des éléments d'analyses paysagères qui pourraient être réutilisés dans le SRCE.

Partie Diagnostic

L'approche paysagère peut être enrichie et nuancée par nos connaissances locales (et notamment *l'étude préalable de diagnostic des paysages* de 2007 réalisée à l'occasion de la révision de Charte, Bocage, PNRSE) :

- P.149 : éco-paysage j/ Arc minier de Béthune/Lens/Valenciennes

Il est important de ne pas réduire l'Arc minier à ses seules caractéristiques minières et industrielles, mais également de prendre en considération le « socle » paysager qui pré-existait avec son identité rurale forte, et dont les traces sont encore bien visibles dans le paysage (structure d'anciens bourgs ruraux, routes pavées, patrimoine bâti d'origine agricole...). L'une des caractéristiques fortes des paysages identifiée dans le diagnostic est l'empreinte des activités humaines, marquée par la présence et la prégnance d'infrastructures (électrification, routes, zones d'activités...), et pas seulement par la présence de friches. L'importance des franges urbaines est à souligner, dans des paysages souvent ouverts visuellement et sans transition entre milieux habités et milieux agricoles ou naturels. *

- P.151 : éco-paysage /Pévèle

Une caractéristique intéressante est la situation frontalière de la Pévèle, avec la présence d'un patrimoine riche lié à l'histoire transfrontalière (forts, casemates, etc) qui peut aussi participer au maillage de la trame écologique en jouant des rôles spécifiques d'accueil de faune notamment chiroptérologiques et herpétologiques.

- P.151 : éco-paysage / Plaine de la Scarpe

Les propos sont à nuancer, les abbayes ne sont plus présentes physiquement (ou très peu) car ont été démantelées presque entièrement ; seules des traces subsistent (structuration des villes, censes abbatiales, monuments résiduels, travaux hydrauliques...). L'atout majeur paysager que constituent les massifs forestiers humides n'est pas assez souligné. Dans la plaine, une tendance locale à l'enfrichement (fermeture des milieux) peut être soulignée dans certains espaces.

L'urbanisation n'est pas systématiquement linéaire (plutôt vrai pour la période pavillonnaire), vu les structures anciennes urbaines. La dispersion du bâti est par contre une réalité, ainsi que les effets de coupures (sinuosités et impasses fréquentes pour les routes de la plaine, ruptures visuelles et physiques créées par l'A23).

Partie Objectifs

Plusieurs enjeux mériteraient d'être explicitement mentionnés pour une prise en compte dans le plan d'actions.

- P.206 / forêt : la lisibilité des massifs forestiers est un enjeu paysager fort et renvoie à la question de la préservation des lisières forestières (dans ses occupations du sol traditionnelles, ses ouvertures visuelles, etc).

Cette question peut aussi être réinjectée dans la partie « objectifs » traitant de la plaine de la Scarpe (P.304).

Sur la thématique du Tourisme :

- P.97 : dans les attraits touristiques de la Région sont fortement présentés le littoral et le sud du Département. Nous pouvons y ajouter **la frontière** et le **bassin minier avec le classement UNESCO récent** mais également le **thermalisme** (le centre thermal de St Amand les Eaux est le seul au nord de Paris).
- P.98 : pour les chiffres de fréquentation, nous pouvons ajouter « Base de loisirs de Raismes : 200 000 visiteurs/an, Centre historique minier de Lewarde 139 000 visiteurs/an (source CRT « Le tourisme en Région Nord-Pas de Calais - les chiffres clés »).

- P.98 : Une autre pratique à souligner sur notre territoire est celle du développement des sports de nature: Paris-Roubaix, Raid bassin minier, Course des terrils, sans compter le nombre de marches et sorties VTT organisées par un tissu associatif très dense et actif en Scarpe-Escaut.
- P.101: est évoqué le tourisme durable dans les territoires et des chartes de PNR. Il faut souligner l'engagement des PNR du Nord auprès de la fédération Europarc (fédération des Parcs européens) pour un tourisme durable avec la rédaction de « **Chartes européennes du tourisme durable dans les espaces protégés**», une labellisation en ce sens et l'accompagnement des prestataires touristiques dans cette démarche.
- P.102 : les sports de nature constituent potentiellement une menace pour les milieux. En Scarpe Escaut, la réalisation d'un DTA (diagnostic territorial approfondi) mené avec la DRJSCS et le suivi des organisateurs de manifestations notamment pour les études d'incidence sont des pistes d'actions pertinentes pour concilier les différents usages des espaces naturels.